

Fantômes de briques

les monuments disparus





Exposition présentée au centre du patrimoine du 17 septembre 2010 au 13 mars 2011

Conception et réalisation

Exposition :

Centre du patrimoine en collaboration avec
la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, l'Académie de Montauban et les archives municipales

Carnet d'exposition :

Centre du patrimoine

Crédits photographiques

D. Chauchard, O. Duchain, R. Resseguié, G. Roumagnac, Archivolte

Documents

U. Devals, N. Sabatié, Bibliothèque municipale de Montauban,
Société archéologique de Tarn-et-Garonne, Amicale des anciennes et anciens élèves de Jeanne d'Arc,
Musée Ingres, Archives départementales de Tarn-et-Garonne, Bibliothèque Nationale de France

Conception graphique

Guy Roumagnac

Remerciements

Guy Astoul, Jean-Michel Garric, Pascal Leroy, Emmanuel Moureau, George Passerat, Norbert Sabatié,
l'Amicale des anciennes et anciens élèves de Jeanne d'Arc.

Fantômes de briques

les monuments disparus de Montauban

Fantômes de briques

les monuments disparus de Montauban

La ville est un millefeuille historique. Les époques et les styles se côtoient allègrement d'une rue à l'autre, d'un bâtiment à l'autre, parfois aussi au cœur d'un même édifice. Parce qu'elle concentre les hommes et leurs activités, la ville est en perpétuel mouvement, s'étend et se renouvelle simultanément. De même qu'on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve, on pourrait dire qu'on ne traverse jamais deux fois la même ville. Cette transformation interne conduit inévitablement à la disparition régulière des parties les plus anciennes de la ville. A chaque bâtiment détruit, elle perd pourtant une partie de sa mémoire.

Vie et mort des monuments

En étudiant 13 monuments disparus de Montauban, cette exposition se propose d'approcher la manière dont une ville se transforme et les mécanismes politiques, économiques ou sociaux qui sont à l'œuvre dans ce processus.

Le terme monument est ici compris dans son acception large : il désigne tout édifice qui révèle une part de l'histoire de la ville, assez ancien également pour susciter un regard empreint de nostalgie.

Les raisons qui gouvernent à la destruction des édifices d'une ville sont multiples : conflits militaires ou religieux, modernisation du bâti, plans d'urbanisation,

catastrophes naturelles, négligence... Bien souvent, les mécanismes à l'œuvre nous renseignent sur les intentions des hommes qui en sont à l'origine et dévoilent par ricochet les valeurs de la société qu'ils composent : ambition personnelle, spéculation, changements de mode, apparition de besoins nouveaux, etc...

À Montauban, le renouvellement urbain a été d'autant plus important que l'espace *intra muros* est vite venu à manquer. Dès le début du 14^e siècle, la ville déborde de ses murailles, imposant de détruire avant de construire. Hormis cette modernisation du bâti et de la trame urbaine, inévitable et nécessaire, Montauban a subi deux phénomènes majeurs générateurs

de destructions : les crues du Tarn et les guerres de Religion. Les premières se sont révélées dévastatrices pour les quartiers bas de Sapiac et de Villebourbon, d'autant plus cruelles que régulières. Les secondes se sont déroulées en deux temps : en 1561 et 1567 d'abord, la population protestante détruit les lieux de culte catholique ; après la reddition de Montauban en 1629, le roi et le clergé catholique décident de signifier avec force aux protestants qu'ils sont les nouveaux maîtres de la ville, abattant les signes d'un passé rebelle (remparts, temples) pour les remplacer par de nouveaux. La construction de la cathédrale (1692-1739) est l'un des plus grands traumatismes urbains qu'a connus Montauban : trois îlots de maisons sont détruits.

Des monuments peu à peu protégés

L'énumération des monuments disparus est douloureuse à l'amoureux de l'architecture et de l'histoire et la tentation est grande de vouloir figer la ville dans un état historique. L'équilibre est difficile à trouver entre la conservation des traces du passé qui portent une partie de l'identité de la cité et un renouvellement urbain maîtrisé qui permet à la ville de conserver son dynamisme, de s'inscrire dans un présent mais surtout dans un avenir.

L'histoire des destructions est donc aussi celle de la protection des bâtiments. Celle-ci pourrait débuter au milieu du 15^e siècle, avec la Renaissance, lorsque les papes prennent des mesures de protection des monuments antiques de Rome, manifestations de la beauté autant que de la fragilité des entreprises humaines... Cette admiration n'empêchera pas les papes, comme bien d'autres,

de se servir des monuments anciens comme carrières de pierre. L'étape décisive intervient à la Révolution Française : la confiscation par l'État des biens du Clergé, des Émigrés puis de la Couronne conduit les autorités à mettre sur place des infrastructures pour inventorier, protéger et gérer ces biens devenus patrimoine de la nation, témoins de l'histoire du pays.

Peu à peu la notion de patrimoine va s'enrichir et le champ des édifices protégés s'agrandir : longtemps méprisé, l'art roman et gothique devient un élément fondateur de l'identité française ; les édifices civils et industriels se pressent au côté des cathédrales ; les architectures métalliques et rurales acquièrent leurs lettres de noblesse. En même temps, dans le sillage de l'anglais John Ruskin (1819-1900), les mesures de protection dépassent le bâtiment *stricto sensu* pour concerner une zone urbaine, partant du principe qu'un édifice privé de son environnement perd de sa signification. Les périmètres de protection autour des édifices protégés au titre des monuments

historiques, puis la création des secteurs sauvegardés en 1964 par André Malraux participent de ce mouvement.

A côté des dispositifs juridiques, la sauvegarde des monuments doit beaucoup à la mobilisation des hommes. Comme l'ancien collège des Jésuites de Montauban, ils sont nombreux à avoir été sauvés par l'action passionnée et déterminée des citoyens. D'autres nous sont connus par ceux qui les ont étudiés, historiens ou archéologues qui perpétuent ainsi leur mémoire.

Les monuments ont-ils une âme ?

S'il est possible de conserver des pierres, préserver l'esprit des lieux semble difficile. Rares sont les édifices qui nous sont parvenus vierges de transformations, qu'elles impliquent ou non une modification de leur fonction. En perdant ses tours fortifiées et en gagnant des trottoirs, le pont Vieux de Montauban n'est-il pas tout autre ? De même, nous sommes dans l'incapacité de nous représenter certains monuments vivants : l'église

Saint-Jacques et la cathédrale sont toujours debout, mais nous les voyons d'une manière bien différente de celle des hommes qui les ont bâties. Au-delà de la disparition des mobiliers et des décors, l'évolution des mentalités nous sépare de la compréhension intime de ces édifices religieux.

Plus largement, notre perception de la ville dans son ensemble se trouve aujourd'hui faussée par notre rapport à l'espace : la hauteur des clochers ne nous impressionne plus, la possibilité que les portes d'une ville soient fermées la nuit nous est parfaitement étrangère, comme l'idée d'une séparation nette entre la ville et la campagne.

A l'opposé, même détruits, certains édifices continuent d'être présents parmi nous. La mémoire de quelques uns se perpétue à travers les noms des rues ou des places ; d'autres disparus plus récemment ont encore des témoins parmi nos concitoyens. Les derniers enfin se rappellent à nous par une pierre réutilisée ici ou là, par des vestiges

enfouis sous nos pieds qui n'attendent qu'à être exhumés ou même par la marque qu'ils ont laissée dans l'organisation urbaine. Ainsi la trace des fortifications de Montauban est encore perceptible aujourd'hui - comme un négatif - dans le dessin des boulevards qui ceignent le centre ancien.

Les briques ont leurs fantômes...

Localisation des monuments disparus

● au XVI^e ● aux XVII^e-XVIII^e ● au XIX^e ● au XX^e



1. La Cathédrale de Montauriol
2a. Le couvent des Franciscains
2b. Le couvent des Carmes
2c. Le couvent des Clarisses
2d. Le couvent des Augustins
2e. le couvent des Dominicains

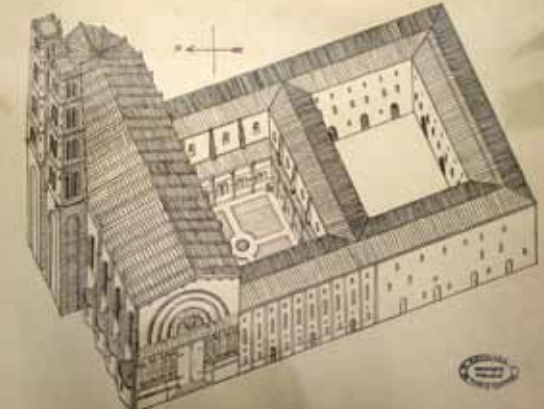
3. Les tours du pont Vieux
4. Le temple Neuf
5. La maison commune
6. Les anciennes prisons
7. La Cour des aides
8. Le château consulaire

9. La maison d'éducation des Dames Noires
10. La tour Lhautier
11. Les maisons du Treil
12. La halle aux grains

■ Portes et fortifications de la cité



monuments
disparus au
XVI^e



La cathédrale de Montauriol

Un monastère devenu siège d'un évêché

Rien aujourd'hui ne permet d'imaginer qu'à l'emplacement de l'actuel jardin de l'Évêque se dressait autrefois l'abbaye bénédictine de Montauriol, connue dès la fin du 7^e siècle. Primitivement placé sous le vocable de saint Martin, le monastère prend ensuite le nom de Saint-Théodard en hommage à l'ancien archevêque de Narbonne, décédé au sein du couvent le 1^{er} mai 893.

Après l'érection du diocèse de Montauban en 1317, l'abbatiale devenue cathédrale est reconstruite en brique dans le style gothique méridional : une large nef unique, dans laquelle s'ouvrent des chapelles, précède un chœur à

pans coupés. Le grand portail occidental (côté Tescou) étant malcommode, l'entrée usuelle se trouve au nord, entre deux tours massives servant de clochers.

Environnée de nombreux bâtiments épiscopaux, la cathédrale est un véritable quartier dans la ville, clos de murailles. Derrière ses murs se dressent la résidence de l'évêque et les maisons des chanoines, un cloître, une salle capitulaire, une infirmerie, une aumônerie, mais également des cimetières, des granges et des pressoirs.



Victime des guerres de religion

Abandonnée en 1561 suite aux premiers troubles religieux, la cathédrale est incendiée en 1567, en même temps que les autres bâtiments qui la desservent. L'ensemble du quartier-cathédral disparaît alors du paysage urbain. Au 17^e siècle, l'évêque Pierre de Bertier aménage sur le site un superbe jardin à la française, transformé en un parc à l'anglaise au début du 19^e siècle. Celui-ci abrite aujourd'hui le Conseil Général de Tarn-et-Garonne.

Les fouilles menées sur le site en 1909 par le chanoine Pottier laissent présager des richesses qui se trouvent encore dans le sous-sol. Lors de cette campagne, des fragments sculptés de tombeau, dont celui de l'évêque Jean d'Auriolle, ont été mis au jour. Ils sont aujourd'hui conservés au musée Ingres.

1 2 3

1. Vue axonométrique de la cathédrale, imaginée par Ursule Devals

Archives Départementales de Tarn-et-Garonne

2. Fragment du tombeau de Jean d'Auriolle, vers 1510

Musée Ingres

3. Membres de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne sur le chantier des fouilles de la cathédrale, en 1909

Archives départementales de Tarn-et-Garonne. Fonds de la société archéologique

Les couvents disparus

Des couvents hors les murs

Au milieu du 13^e siècle, l'arrivée massive des ordres mendiants révèle l'importance de la ville, dont il convient d'encadrer les fidèles. L'espace *intra muros* s'étant considérablement raréfié depuis la fondation de la ville, et l'abbé de Saint-Théodard ne voyant pas d'un bon œil l'établissement de ces ordres sur son territoire, les mendiants sont contraints de s'établir de l'autre côté des fortifications. Tour à tour, Carmes, Dominicains, Franciscains, Augustins, Clarisses et Antonins construisent leur église, flanquée d'un cloître, d'un cimetière et de bâtiments divers.

L'église des Dominicains (ou Jacobins) est commencée en 1278 et le chantier est toujours actif en 1373. L'édifice mesure 65 mètres de long sur 13 mètres de large, ce qui en fait une des

plus vastes constructions de style gothique méridional. Son plan est très simple : une nef unique puissamment épaulée de contreforts entre lesquels se blottissent dix chapelles (cinq de chaque côté) s'ouvre sur un chœur à pans coupés. Le cloître est construit entre 1316 et 1328.

Le cloître des Franciscains (ou Cordeliers) comporte, lui, pas moins de 90 chapiteaux doubles en marbre blanc, reposant sur des colonnettes de même matériau. Il passe alors pour être l'un des plus beaux de la province. Chaque chapiteau semble se distinguer par le décor de feuillages qu'il a reçu : chêne, arum, chélideine. Ce travail de sculpture est à rapprocher des cloîtres contemporains des couvents toulousains des Augustins et des Carmes.



Une vague de violence iconoclaste

Montauban est acquise au calvinisme dès le milieu du 16^e siècle. Comme dans le reste du royaume, la tension monte entre les communautés protestante et catholique. Durant l'été et l'automne 1561, les protestants de Montauban, comme ceux de Nîmes ou de Rouen, investissent par la force les établissements catholiques, détruisant dans un mouvement de violence iconoclaste les images, statues, autels et stalles des églises.

Les bâtiments conventuels des couvents sont pillés, saccagés et parfois incendiés. Les matériaux récupérés servent aux fortifications de la cité.

Il ne reste aujourd'hui de ces monastères que quelques chapiteaux de cloître, témoins de leur magnificence passée.

1 2 3

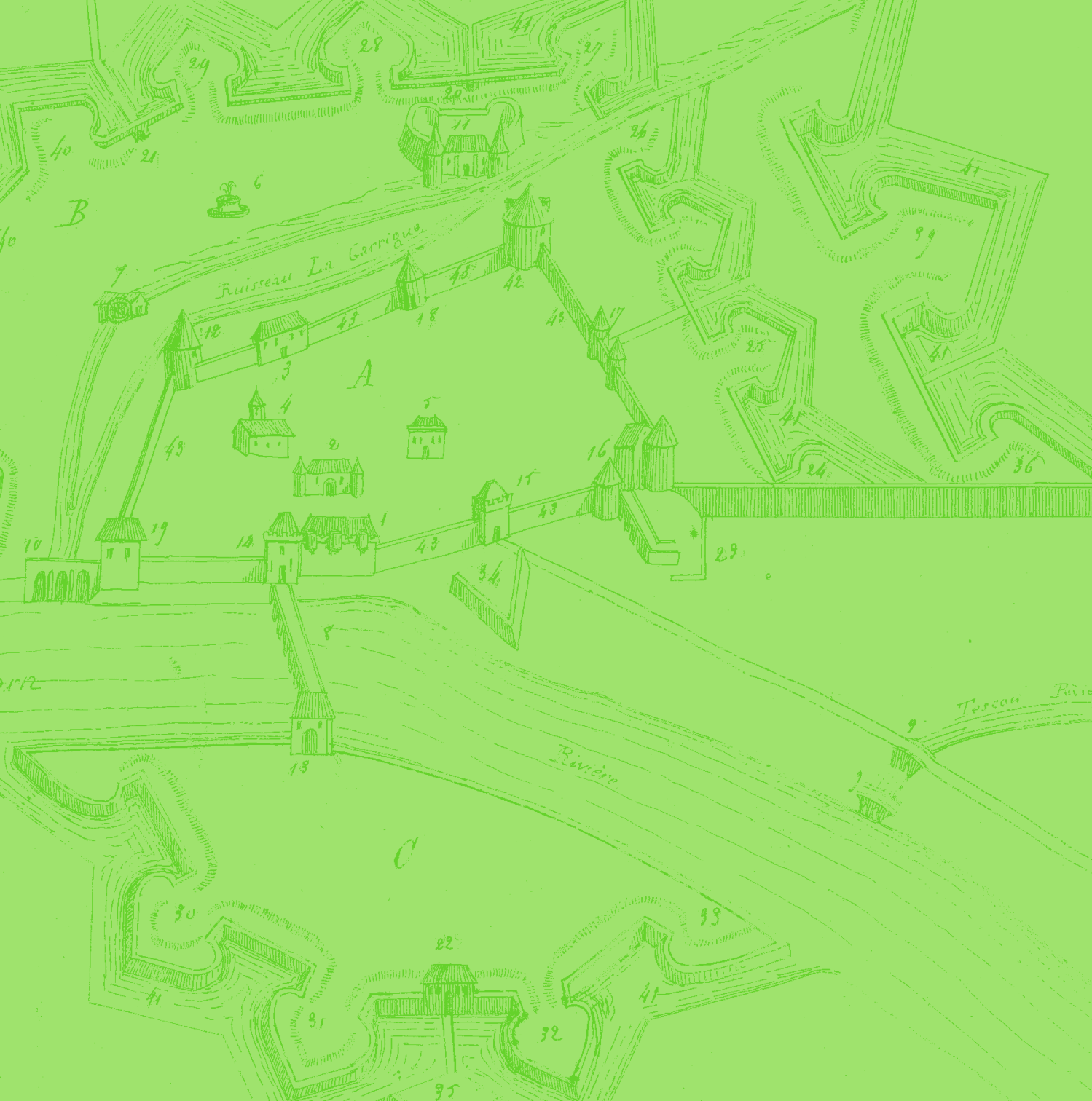
1. Détail d'un plan de Montauban du XVIII^e siècle indiquant les vestiges du chevet de la première église des Dominicains

Archives Départementales de Tarn-et-Garonne

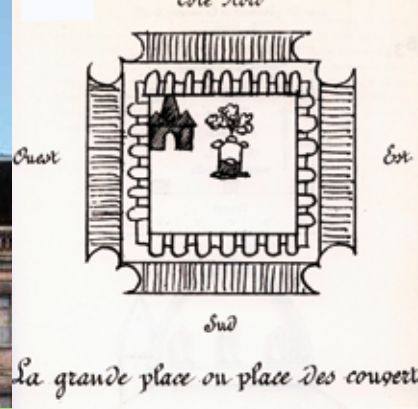
2. En 1973, des travaux de démolition font apparaître l'un des contreforts de la première église des Dominicains

Archives Départementales de Tarn-et-Garonne

3. Chapiteau double issu du cloître des Cordeliers, 14^e siècle, marbre blanc. Dépôt du musée Ingres au centre du patrimoine



monuments
disparus au
XVII^e
XVIII^e



Le temple Neuf

Un bâtiment remarquable

Quelques années après avoir construit le temple Vieux (en 1609, rue de la Comédie), les consuls protestants décident de bâtir un nouvel édifice culturel. Ils choisissent de remplacer le modeste temple aménagé en 1565 dans les locaux de l'ancienne Grande Boucherie par une construction neuve de plus grande ampleur. Afin d'obtenir la place nécessaire, les consuls achètent en 1613 plusieurs maisons attenantes, dont une partie de celle abritant l'hôpital Lhautier. L'architecte Levesville, déjà attelé à la reconstruction de la place Nationale, est chargé de fournir un plan. Le temple Neuf est achevé en 1617 ; il ouvre alors sur la rue du Temple (actuelle rue de la République).

L'étude du bail à besogne et de représentations du

17^e siècle permet de se faire une idée générale de la forme du bâtiment, que ses contemporains décrivent comme « remarquable ». De plan centré, il semble circulaire ou octogonal, comme le temple de La Rochelle construit quelques années plus tôt. La tribune et les combles sont desservies par deux escaliers à vis, abrités par deux tourelles hors œuvre. En façade, des pilastres monumentaux rythment l'élévation sur le modèle de la place Nationale. Mi-pierre, mi-brique, le portail d'entrée, est surmonté de deux frontispices aux armes de la ville et du roi. Une inscription dorée sur marbre noir accueille les visiteurs : *ouvrez les portes de la justice et j'y entreray et célébreray l'Éternel ; c'est la porte de l'Éternel, les justes y entreront.*



Le culte protestant interdit

Après la reddition de Montauban devant les troupes catholiques royales en 1629, le temple Neuf n'est pas immédiatement menacé. Au fil des années cependant, la situation des protestants se fait de plus en plus difficile à Montauban comme en France.

Le 29 octobre 1664 un arrêt de l'intendant Pellot ordonne la démolition du temple Neuf, au prétexte que les calvinistes ont détruit une partie de l'hôpital Lhautier sans autorisation de l'évêque ou du roi. Au milieu de la place créée par cette destruction (actuelle place du Coq), les consuls font ériger une croix, symbole du catholicisme triomphant.

En 1683 le temple Vieux est à son tour abattu, l'année même où un arrêt du Parlement de Toulouse interdit l'exercice de la « Religion Prétendue Réformée » à Montauban et sa juridiction. Deux ans plus tard l'édit de Nantes est révoqué.

1 2 3

1. Fac-similé d'un plan allemand montrant le siège de 1621. Au-dessus de la lettre O figure le temple Neuf, circulaire
Archives départementales de Tarn-et-Garonne

2. Élévation du temple Neuf dressée par Forestié d'après le contrat passé entre les consuls et l'architecte Levesville pour la construction de l'édifice
Archives départementales de Tarn-et-Garonne

3. La croix dressée au centre de la place du Coq
Cliché Dominique Chauchard

La maison commune

L'ancêtre de l'hôtel de ville

Il semble que dès l'adoption de la charte consulaire de 1195 (qui confie l'administration de Montauban à 10 consuls), la ville se soit dotée d'une maison commune, édifée dans l'angle nord-ouest de la grand'place. Détruite par le feu lors de l'incendie qui ravage la place en 1614, elle est reconstruite en quelques mois seulement, dès 1616.

Sur la place, la maison commune joue un rôle de première importance : le rez-de-chaussée assure la fonction de marché aux grains et abrite les poids et mesures officiels, tandis que la salle de l'étage permet aux consuls de se réunir et de délibérer des décisions à prendre pour administrer la cité. A quelques mètres de là se dresse la colonne de l'Iranget, au pied de laquelle sont lues les proclamations officielles.

Le bail à besogne de 1616 consignait et décrivant les éléments à bâtir nous permet d'avoir une idée assez précise de ce à quoi ressemblait cette maison commune. Rectangulaire (11 m x 7,30 m), elle est haute de 6 m, bordée d'une galerie et couverte d'un dôme protégé par des tuiles à crochets. Un escalier hors œuvre dessert l'étage. Élevée en briques, la maison commune est un édifice fonctionnel, très peu décoré, malgré l'importance symbolique du lieu.



Un plan d'embellissement contrarié

On ignore précisément quand la maison commune a cessé d'assurer la fonction d'hôtel de ville. En 1668 cependant, lorsqu'il décrit la place Royale, le chanoine Henri Le Bret précise que « l'ancien hôtel de ville est resté dans un des angles et dépare un si beau lieu ». L'édifice n'accueille plus que des maîtres d'école à l'étage, mais le rez-de-chaussée abrite toujours les mesures étalons.

Au début du 18^e siècle, l'achèvement de la reconstruction de la place Royale qui suit l'incendie

de 1649 va sceller le sort de la maison commune. Sa destruction semble dictée par des motifs d'assainissement, d'embellissement et de sécurité publique : donner du jour aux maisons de la place situées en retrait, faire disparaître la pollution engendrée par la boucherie établie au rez-de-chaussée et rendre plus sûr le passage de nuit à ses abords. En 1710, elle est vendue à un particulier et sera finalement démolie.

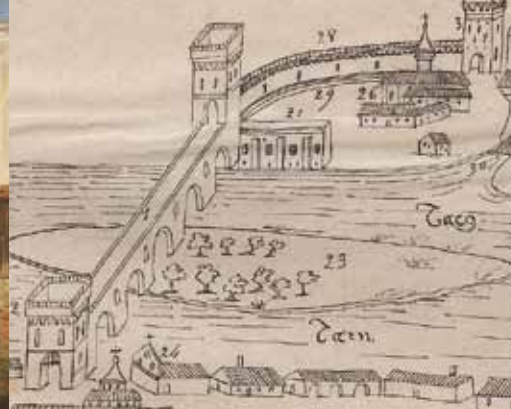
1 2 3 4

1. Vue cavalière de la place vers 1650. Dans l'angle nord-ouest se dresse la maison commune

2. Fragment de la colonne en marbre dite de l'Iranget, détruite en 1792
Anonyme
Musée Ingres © Roumagnac

3. Poids étalon du XVI^e siècle, marqué aux armes de la ville
Musée Ingres

4. Façades de la place reconstruite après les incendies du XVII^e siècle. La maison commune se dressait au fond à droite
Dominique Chauchard



Les fortifications de la cité

Une ceinture de brique

Bien que protégée sur trois de ses côtés par des cours d'eau et de puissants talus, la cité de Montauban a très certainement été pourvue dès sa création de murailles de briques et de fossés. Ces fortifications s'avèrent indispensables pour faire de la ville fondée par le comte de Toulouse Alphonse Jourdain un solide verrou face au royaume de France.

Au 14^e siècle, l'explosion démographique entraîne un débordement de la population en dehors de l'enceinte et la naissance de faubourgs. Ces derniers restent exposés à l'ennemi durant la guerre de Cent Ans, les consuls se contentant de renforcer les fortifications par la création de casemates* en avant des portes. Les Anglais, qui occupent brièvement Montauban entre 1361 et 1369, entreprennent

l'édification d'un fort en bordure du Tarn pour protéger le pont Vieux.

Les défenses de la ville sont revues et complétées au milieu du 16^e siècle, lorsqu'éclatent les guerres de Religion : des bastions et redoutes* sortent de terre, édifiés avec les briques des couvents catholiques tout juste détruits. Quelques années plus tard, les faubourgs de Villeneuve (1573) et de Villebourbon (1585) se retranchent derrière des enceintes bastionnées. En 1620-1621 enfin, devant la menace imminente d'une nouvelle offensive des troupes catholiques royales, les consuls protestants font construire trois nouveaux bastions et deux ouvrages à cornes* à Villeneuve et Montmurat.

Montauban n'a jamais été prise par les armes.



Une sanction royale et une mutation inéluctable

La reddition de 1629 sonne le glas des fortifications de l'ancienne ville rebelle protestante. Pourtant, malgré le démantèlement ordonné par Richelieu, leur disparition va s'étaler jusqu'au milieu du 18^e siècle, tandis que des promenades et des jardins sont progressivement aménagés sur les fossés.

La destruction des fortifications semblait de toute manière inéluctable. A l'instar de nombreuses autres villes fortifiées françaises, Montauban voit son développement contraint par cette ceinture de briques. Sa démolition facilitera les relations de l'ancienne ville intra muros avec ses faubourgs.

Des vestiges sont encore conservés sous les boulevards qui ont succédé aux

promenades. Les travaux d'aménagement de l'esplanade des Fontaines ont permis de mettre au jour les soubassements de la tour dite du Griffoul, qui semble bien remonter au 12^e siècle. La casemate dite des Cordeliers (14^e), découverte et explorée en 1882, existe toujours en sous-sol, au débouché de la rue de la République.

1 2 3

1. Plan allemand du siège de 1621
Bibliothèque Nationale de France

2. Dessin à la plume réalisé entre 1641 et 1646 montrant les fortifications en ruines
Bibliothèque Nationale de France

3. *Vue des vieux fossés de Montauban.*
André Albrespy, avant 1881, huile sur toile. À gauche, l'ancienne tour du Griffoul
Musée Ingres

*casemate : abri enterré, protégé des bombardements

*redoutes : ouvrage de fortification détaché du corps principal

*ouvrage à cornes : ouvrage avancé composé d'une courtine et de deux demi-bastions

Les tours du pont Vieux

Traverser et défendre

Bien que prévu par la charte de fondation de 1144, le pont Vieux n'est construit qu'au début du 14^e siècle. Facilitant le passage vers Toulouse, il devient dès lors la principale entrée de la ville.

Au Moyen Âge, les ponts sont des équipements coûteux, pourvus d'une fonction militaire. Lorsqu'il apporte son soutien au projet en 1303, le roi Philippe IV le Bel exige

donc la construction de trois tours solidement fortifiées, bâties en brique et en pierre. Les deux premières s'élèvent à chaque extrémité du pont ; la troisième, plus basse, prend place sur la quatrième pile (en aval). Elle épouse la forme triangulaire de l'avant-bec et renferme au niveau du tablier une petite chapelle dédiée à Sainte-Catherine, patronne des mariners.

1 2 3

1. Fac-similé d'un plan dressé le 24 octobre 1526 et déposé dans les archives de la Compagnie des Moulins
Archives départementales de Tarn-et-Garonne

2. Ce tableau de Prosper Debia montre clairement la chapelle Sainte-Catherine et l'arc de triomphe du pont Vieux
Collection privée

3. *La Vierge au tonneau*, anonyme, XVIII^e siècle
Cliché Guy Roumagnac



Des tours qui gênent la circulation

Durant les guerres de Religion, les deux tours du pont sont une première fois ruinées puis relevées. Elles sont à nouveau abattues quelques années plus tard, afin de faciliter la circulation sur le pont. Celle côté ville est détruite en 1667 au moment de la construction du nouveau palais épiscopal à l'entrée du pont ; celle côté Villebourbon est rasée par l'intendant Legendre en 1701, qui édifie à son emplacement une porte monumentale pour célébrer la paix de Ryswick. Cette dernière périt en 1871 sous le marteau des démolisseurs

La destruction des tours ne règle pas la question du trafic sur le pont Vieux : longtemps différé, l'élargissement du pont devient une nécessité au début du 19^e siècle. Il est réalisé en 1828-1829, par

la suppression des parapets, l'implantation des corbeaux de pierre qui soutiennent les trottoirs actuels et la mise en place des garde-corps en fonte. Excroissance gênante, la chapelle Sainte-Catherine est alors détruite jusqu'au niveau de l'avant-bec. On aperçoit à la base de celui-ci la porte murée qui permettait d'accéder à la chapelle depuis le Tarn par un escalier en vis.

L'église Saint-Jacques conserve un tableau provenant de la chapelle, connu sous le nom de *La Vierge au tonneau*.



La Cour des aides

Une administration puissante

Installée à Montauban en 1661, la Cour des aides est un tribunal de l'Ancien Régime jugeant en dernier ressort les affaires fiscales. Établie durant quelques années dans un hôtel particulier (actuel passage du Vieux Palais), la Cour des aides emménage en 1673 dans un nouvel édifice situé à l'entrée du pont Vieux, face au palais épiscopal alors en cours d'achèvement.

Construit de 1671 à 1673, le palais de la Cour des aides comprend trois corps de bâtiment autour d'une cour fermée par une grille côté Tarn. Sur la côte des Bonnetiers, un portail sculpté s'ouvre dans l'aile orientale que surmonte une tour couverte d'un dôme en brique. A l'entresol de l'aile ouest couronnée d'un fronton se déploie la grande salle d'audience, à laquelle le public accède depuis la cour par un monumental escalier en fer à cheval.



Faciliter l'accès au pont Vieux

L'édifice qui accueille aujourd'hui le tribunal de commerce et le muséum Victor Brun est sensiblement différent de celui qui abritait la Cour des aides. En 1838, les importants travaux menés pour élargir l'entrée du pont Vieux entraînent la destruction d'une partie de l'ancien palais. Les façades néo-classiques du bâtiment datent de cette période et sont l'œuvre de l'architecte Fragneau.

Quelques éléments de l'ancien bâtiment ont tout de même été conservés : la façade sur la rue du Vieux-Poids, ainsi que la majeure partie des murs du corps central et de la grande salle d'audience ont été intégrés au nouvel édifice.

1 2 3

1. Extrait du cadastre napoléonien. Dans la cour du palais de la Cour des aides, le grand escalier permettait d'accéder à la salle d'audience

Archives municipales de Montauban

2. Ce détail d'une vue de Montauban depuis le Cours Foucault, réalisée par Pierre Alexandre Parisot à fin du 18^e, montre le palais de la Cour des aides, dont la tour est bien visible

Musée Ingres

3. Sur le pallier du 1^{er} étage, au-dessus d'une porte, se distinguent les traces d'une ouverture de l'ancien palais de la Cour des aides

Cliché Olivier Duchéin

Le château consulaire

Un bâtiment qui demeure mal connu

La maison commune de la place Royale se révélant exiguë, les consuls montalbanais décident en 1476 d'acheter un second bâtiment et acquièrent la maison dite de l'Evêque, à l'emplacement de l'actuelle place Lefranc de Pompignan. Ils y aménagent une salle de classe et établissent des cachots dans les parties basses. Appelé «château consulaire», l'édifice devient hôtel de ville au cours du 17^e siècle, en lieu et place de la maison commune de la place Royale.

Le 10 mai 1790, le bâtiment est pris d'assaut par des émeutiers royalistes et catholiques qui font feu sur la garde nationale, composée à majorité de protestants. Cet événement a été représenté sur de nombreuses gravures qui, hélas, ne donnent qu'une image fantaisiste du château consulaire.



Une vaste opération d'urbanisme

Désaffecté en avril 1791, le château consulaire est vendu puis transformé pour servir d'entrepôt d'étoffes. En 1826, le département du Tarn-et-Garonne l'achète afin d'y installer une caserne de gendarmerie. L'édifice est finalement entièrement démoli en 1881, lors du grand mouvement de transformation urbaine qui touche le quartier.

Celui-ci vise à fluidifier la circulation autour du théâtre et à faciliter l'accès au quartier Villenouvelle. La destruction du château consulaire permet de créer la place Lefranc de Pompignan,

élément pivot de deux autres opérations : le percement de la rue Mary-Lafon en contrebas et l'ouverture du pont des Consuls au-dessus du ravin de la Mandoune (1883). Depuis le pont Vieux et la côte des Bonnetiers, il devient alors aisé de gagner Villenouvelle.

1 2 3

1. Extrait du cadastre napoléonien. Le château consulaire se dressait à l'emplacement de l'actuelle place du théâtre. Le pont des Consuls et la rue Mary-Lafon n'existent pas encore

Archives municipales de Montauban

2. Dessin établi d'après un plan de 1621, proposant une reconstitution (hypothétique) du château consulaire

Archives municipales de Montauban

3. La destruction du château consulaire a permis de créer une place en avant du théâtre

Cliché Antoine Reipert



Les anciennes prisons

A l'origine un château comtal

Lorsque le comte de Toulouse décide la fondation de Montauban en 1144, il ordonne la construction d'une forteresse au débouché du pont qu'il veut voir lancer sur le Tarn. Ce pont n'est construit qu'au 14^e siècle, mais le château comtal, lieu d'exercice du pouvoir militaire et judiciaire, se dresse dès le 12^e siècle à l'emplacement actuel du square Picquart et des édifices adjacents.

Après le rattachement du comté de Toulouse au royaume de France en 1271,

le bâtiment devient la résidence du sénéchal*. Appelé «château vieux» par la population après le 14^e siècle, il disparaît vers la fin du 17^e siècle pour faire place à un nouvel édifice, siège du tribunal civil et criminel.

Une photographie prise en 1897/1898 montre un bâtiment sobre, fidèle au style classique qui caractérise Montauban : les seuls éléments de décor sont les cordons de brique et les appareillages soignés des fenêtres, qui rythment les façades.

*sénéchal : officier chargé de rendre la justice du roi



Un bâtiment vétuste et inadapté

Insalubre depuis la fin du 18^e siècle, l'édifice devient une prison en 1810. Conçu initialement pour abriter une cour de justice avec seulement quelques cachots d'appoint, le bâtiment subit alors une série d'aménagements qui produisent un dédale sombre, malodorant et étroit de petites pièces.

Les cachots malsains, les cours sans soleil et les couloirs en culs-de-sac, véritables pièges en cas d'incendie, ne correspondaient plus aux nouvelles conceptions hygiénistes, morales et sociales de la seconde moitié du 19^e siècle. La construction

d'une nouvelle maison d'arrêt dans le quartier de Beausoleil a permis la destruction de la vieille prison en 1898. S'il fut un temps question de conserver dans le square nouvellement créé des vestiges datés du 17^e siècle, l'idée fut rapidement abandonnée, incompatible avec la construction d'un front de bâtiments en bordure du square.

La disparition des prisons a aussi entraîné celle des maisons qui bordaient la rue des Bonnetiers sur la droite, permettant ainsi l'élargissement de la chaussée.

monuments disparus au XX^e

1 2 3

1. Extrait du cadastre napoléonien montrant en bleu à droite l'ancien siège du Sénéchal devenu prison, disposé le long de la rue du Sénéchal (aujourd'hui rue de la République)
Archives municipales de Montauban

2. A droite, façade des anciennes prisons en cours de démolition, rue de la République actuelle
Archives départementales de Tarn-et-Garonne

3. Vue des anciennes prisons lors de leur démolition, 1897/1898
Anonyme



La tour Lhautier

De l'hôpital au beffroi

Cette tour a été construite au début du 14^e siècle par le consul Arnaud Lhautier, à l'arrière de sa demeure ouvrant sur la rue des Carmes. Après la mort de son époux en 1347, Navarre de Montaut se remarie. Veuve à nouveau, elle rédige son testament en 1373, par lequel elle lègue aux pauvres la plus grande partie de ses biens, notamment sa maison et la tour pour en faire un hôpital. Celui-ci devient l'un des plus importants de la ville.

Durant les guerres de Religion, les Calvinistes réquisitionnent une partie de bâtiment afin d'y loger un atelier d'imprimerie et de permettre la construction du temple Neuf.

En 1676, l'hôpital déménage hors les murs, après avoir fusionné avec les hôpitaux de Paria et de Montauriol, pour former l'Hôpital Général Saint-Jacques, à l'origine du centre hospitalier actuel.

Haute de 32 mètres, la tour Lhautier présente une austère architecture de brique. Les photographies du début du 20^e siècle montrent une façade nord percée de deux fenêtres jumelées superposées, portant une horloge et couronnée par un toit-terrasse entouré d'une balustrade. Au sommet, *la Barloque*, énorme cloche de près de 16 tonnes, rythme la vie des Montalbanais depuis 1700.



Un effondrement programmé

La tour s'est effondrée le 11 août 1910 au pied des membres de la Commission des Travaux Publics de la ville, qui inspectaient les mesures de consolidation dont l'édifice faisait l'objet.

L'effondrement de la tour Lhautier n'apparaît pas complètement fortuit. Depuis le début du 19^e siècle, d'importantes lézardes striaient les maçonneries et inquiétaient l'opinion publique, sans que la municipalité ne prenne les dispositions nécessaires. Envisagée un temps en 1842 au nom de «la salubrité et de l'embellissement» de la ville, la démolition de la tour est finalement ajournée, aucun édifice n'étant en mesure de porter *la Barloque*.

Après l'effondrement de la tour en 1910, des voix s'élèvent pour exiger sa reconstruction et permettre à la cloche de sonner à nouveau. Le Maire est resté sourd à cette demande, la disparition de la tour permettant enfin aux pouvoirs publics d'élargir la rue de l'Horloge et de faciliter ainsi le passage de la place du Coq à la rue de l'Hôtel de ville.

1 2 3 4

1. Extrait du cadastre napoléonien. La tour Lhautier s'élevait au sud de la place de l'Horloge
Archives municipales de Montauban
2. La tour Lhautier, surmontée de *la Barloque*
Archives départementales de Tarn-et-Garonne
3. La tour Lhautier effondrée
Archives départementales de Tarn-et-Garonne
4. *La Barloque*, aujourd'hui conservée au musée Ingres
Cliché Guy Roumagnac

Les maisons du Treil

Les derniers feux de l'industrie textile

Aux 17^e et 18^e siècles, le quartier du Treil abrite à Villebourbon de nombreuses industries textiles. En aval du pont Vieux, des ateliers de foulage et de teinturerie ont été aménagés dans les hautes caves d'une rangée d'immeubles.

S'il nomme habituellement un pressoir, le mot «Treil» (dérivé de l'occitan *trollhar* – presser) désigne aussi un moulin à foulons pour les draps. Avant la teinture, le moulin permet d'apprêter les laines, grâce à des maillets frappant les pièces de drap mélangées à de la terre glaise. L'établissement de ces ateliers en bordure du Tarn permet d'exploiter habilement les eaux de la rivière, indispensables pour actionner les foulons des moulins et mener les opérations de teinturerie.

Les images que nous ont laissées peintres ou photographes dévoilent de grandes bâtisses de 3 ou 4 étages aux façades ornées de balcons et de galeries. Ces maisons peuvent être rapprochées des hôtels particuliers qui se dressent en amont, même si elles apparaissent un peu plus modestes.



Emportées par la furie des eaux

Situées sur des terres inondables, les maisons du Treil n'étaient abritées par aucun dispositif de protection contre les inondations. Au soir du 3 mars 1930, le niveau des eaux atteint le seuil record de 11m ; des centaines d'habitations sont détruites ou endommagées, parmi lesquelles celles du Treil.

Toutes les maisons ne seront pas reconstruites, les pouvoirs publics décidant un plan de modernisation des quartiers dévastés qui va profondément

remodeler leur physionomie. Les maisons du Treil ont dû être abandonnées avant leur totale destruction, «par mesure d'urbanisme et de sécurité», comme le précise un rapport de 1933. À la place de cet îlot, et grâce aux aides de l'État et de donateurs, la municipalité a construit un mur de protection de la berge de 213 mètres de long. Celui-ci forme aujourd'hui le quai du docteur Lafforgue.

1 2

1. Vue des maisons du Treil depuis la rive droite du Tarn
Bibliothèque municipale
2. Les maisons du Treil après l'inondation de 1930
Bibliothèque municipale



La halle aux grains

Un équipement longtemps attendu

Jusqu'à la construction de la halle en 1868, les ventes de grain se faisaient sous les couverts de la place Nationale. Cette situation malcommode a conduit les pouvoirs publics à envisager plusieurs projets de halle depuis 1823, sans qu'aucun n'aboutisse.

L'ouverture de la nouvelle halle aux grains suit de peu l'achèvement de la première tranche des travaux de couverture du ruisseau Lagarrigue, qui offre des possibilités nouvelles d'implantation au débouché de la rue du Pré (à l'extrémité orientale de l'actuelle esplanade des Fontaines). L'emplacement est judicieux, situé au plus près de la route de Paris.

Le chantier est confié à l'architecte Léopold Gardelle, auteur de nombreux édifices à Montauban (églises de Villebourbon et de Villenouvelle, Banque de France, casernes...). La halle adopte un plan de forme octogonale, avec quatre avant-corps servant de pavillons d'entrée. Les façades présentent deux étages percés de baies en plein cintre. Au-dessus de la couverture à 8 pans, un lanternon ajouré assure une belle luminosité à l'ensemble.



Boulevard et perspective urbaine

Dès le début du 20^e siècle, la halle aux grains a vu sa fonction initiale décliner, hébergeant tour à tour, voire simultanément, l'Hôtel de la Poste, l'école de musique, le tribunal des Prud'hommes puis enfin des associations sportives et culturelles. Au début des années 1960, le bâtiment est vétuste, fragilisé par le manque d'entretien.

La halle aux grains a été détruite entre le 11 janvier et le 5 mars 1966. La seule vêtusté du bâtiment n'explique pas sa démolition, déjà prévue dans le Plan d'Urbanisme de 1961.

Durant les Trente Glorieuses, Montauban connaît une croissance démographique et urbaine importante, qui repousse les limites de la ville vers l'est. Etablie dans le prolongement du boulevard Garriçon, la halle aux grains perturbe les déplacements en direction des nouveaux quartiers projetés. Sa démolition permet de créer un axe de circulation important vers le futur quartier des Chaumes et ouvre une perspective intéressante en bordure de la ville ancienne.

1 2 3

1. Vue aérienne de la halle aux grains
Cliché Albert Ferlin

2. L'ancienne halle aux grains
Collection Norbert Sabatié

3. La halle aux grains en cours de démolition en 1966
Cliché Raymond Resseguié

La maison d'éducation des Dames Noires

Trois siècles d'enseignement

A l'angle des rues du Moustier et du Lycée se dressaient il y a peu les imposants bâtiments de ce qui fut la maison d'éducation des Dames de Saint-Maur. Cette communauté de religieuses, également connue sous le nom des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus, fut fondée à Paris par le prêtre Nicolas Barré (1621-1686).

La maison d'éducation de Montauban est instituée en 1682 par ordonnance de Louis XIV afin d'éduquer les jeunes filles, en particulier celles de confession protestante ayant abjuré. A la Révolution Française, le bâtiment est saisi puis successivement

utilisé comme maison d'arrêt, hôpital temporaire et enfin usine à minot. En 1807, un décret impérial autorise la réouverture d'un pensionnat, nommé en 1815 Maison Royale d'Education. En 1920, l'établissement devient l'institution Jeanne d'Arc et accueille de nouveau des jeunes filles.

Bâti sur le même modèle que les couvents montalbanais, l'imposant édifice entre cour et jardin se compose d'un corps central flanqué de deux ailes coiffées de frontons triangulaires. Un quatrième corps de bâtiment, plus modeste, clôture l'ensemble sur la rue du Moustier.

Sacrifiée sur l'autel de la spéculation immobilière



L'établissement ferme en 1966 : les sœurs ne parviennent plus à entretenir les vastes bâtiments, devenus vétustes.

Dans ce quartier recherché abritant de belles demeures du 18^e siècle, le terrain de l'institution Jeanne d'Arc représente une belle opportunité d'investissement. L'édifice est vendu puis détruit en 1975 pour y élever un grand immeuble de logements. De l'ancien établissement ne subsiste plus qu'une salle voûtée sur croisée d'ogives.

Aujourd'hui, le souvenir de l'établissement se perpétue grâce à l'action de l'Amicale des anciennes et anciens élèves de l'institution Jeanne d'Arc. Cette association a rassemblé une documentation historique et iconographique considérable et a fait poser au n°18, faubourg du Moustier une plaque commémorant la mémoire de l'institution Jeanne d'Arc.

1 2 3

1. Façades sur rue de l'institution Jeanne d'Arc
Amicale des anciennes et anciens élèves de l'institution Jeanne d'Arc

2. Vue de la cour
Amicale des anciennes et anciens élèves de l'institution Jeanne d'Arc

3. C'est dans cette salle que les jeunes filles protestantes se convertissaient au catholicisme
Cliché Archivolte



BIBLIOGRAPHIE

CHOAY Françoise, *Le patrimoine en question*, Paris, Seuil, 2009

DUCHEIN Paul, *Montauban, images d'une ville*, quinzaine d'art en Quercy, 1998

EGANA Miguel (dir.), *Du vandalisme*, Bruxelles, La lettre volée, 2005

GUICHARNAUD Hélène, *Montauban au XVII^e siècle : urbanisme et architecture*, Paris, Picard, 1991

LIGOU Daniel (dir.), *Histoire de Montauban*, Toulouse, Privat, 1984

MOUREAU Emmanuel, *Vivre en ville au temps des papes d'Avignon, Montauban (1317-1378)*, Cahors, éditions La Louve, 2009

REAU Louis, *Histoire du vandalisme, les monuments détruits de l'art français*, Paris, Robert Laffont, 1958

Bulletins de la Société archéologique et historique de Tarn-et-Garonne

Montauban appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire

Le ministère de la culture et de la communication attribue l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Il garantit la compétence des guides-conférenciers et des animateurs de l'architecture et du patrimoine ainsi que la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XXe siècle, les Villes et Pays d'art et d'histoire mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Aujourd'hui, un réseau de 147 villes et pays vous offre son savoir-faire sur toute la France.

Laissez-vous conter Montauban Ville d'art et d'histoire...

... en compagnie d'un guide-conférencier agréé par le ministère de la culture. Le guide vous accueille. Il connaît toutes les facettes de Montauban et vous donne des clefs de lecture pour comprendre l'échelle d'une place, le développement de la ville au fil de ses quartiers. Le guide est à votre écoute. N'hésitez pas à lui poser vos questions.

Le centre du patrimoine

Il coordonne les initiatives de Montauban, Ville d'art et d'histoire et propose toute l'année des visites, expositions, conférences et animations pour les Montalbanais, les visiteurs et les scolaires. Il se tient à votre disposition pour tout projet.

L'office de tourisme

Il connaît tous les détails pratiques pour découvrir Montauban et sa région et organiser votre séjour. Si vous êtes en groupe, des visites sont disponibles toute l'année sur réservation. Des brochures conçues à votre attention vous sont envoyées sur demande.

Renseignements, réservations

Centre du patrimoine
Ancien collège
2, rue du Collège
82013 Montauban Cedex
Tél. 05 63 22 19 82
Fax 05 63 91 31 77
Mail : artethistoire@ville-montauban.fr
www.ciap-montauban.com

Office de tourisme
Ancien collège
Esplanade des Fontaines
82002 Montauban cedex
Tél. 05 63 63 60 60
Fax 05 63 63 65 12

A proximité

Cahors, Figeac, Millau, le Pays des Bastides du Rouergue, le Pays de la Vallée de la Dordogne Lotoise, le Pays des vallées d'Aure et du Louron et le Pays des Pyrénées cathares bénéficient de l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire.

